

**Conseil économique et social**Distr. générale  
21 août 2024Français  
Original : anglais**Commission économique pour l'Afrique**  
**Commission africaine de statistique**  
Neuvième réunion  
Addis-Abeba, 30 octobre – 1<sup>er</sup> novembre 2024Point 3 de l'ordre du jour provisoire\*  
Programme statistique de la Commission économique pour l'Afrique :  
questions statutaires**Rapport sur l'état d'avancement de la mise en œuvre  
du Système de comptabilité nationale 2008 et des  
systèmes statistiques connexes en Afrique****I. Introduction**

1. Le présent rapport passe en revue les progrès réalisés en Afrique dans la mise en œuvre du Système de comptabilité nationale (SCN) 2008 et du Système de comptabilité économique et environnementale (SCEE) depuis la huitième session de la Commission africaine de statistique. Il couvre la période allant d'octobre 2022 à juin 2024 et comprend un examen des principales initiatives prévues pour la période à venir.

2. Le rapport offre une vue d'ensemble des activités entreprises pour la mise en œuvre et le développement du SCN 2008, ainsi que des faits nouveaux dans les domaines suivants :

- a) Mise en œuvre du Système de comptabilité nationale 2008 et changement de base du produit intérieur brut (PIB) ;
- b) Actualisation et Système de comptabilité nationale 2025 ;
- c) Comptes nationaux trimestriels ;
- d) Système de comptabilité économique et environnementale ;
- e) Programme de comparaison internationale ;
- f) Statistiques des prix et nouvelles approches de la collecte des données sur l'indice des prix à la consommation ;
- g) Établissement de tableaux des ressources et des emplois et de statistiques sur les échanges en valeur ajoutée.

3. Le rapport a été établi essentiellement sur la base des informations tirées des réponses à un questionnaire distribué aux pays et aux partenaires en mai et juin 2024. Ce questionnaire portait sur les activités en cours ou achevées (y compris les séminaires, les ateliers, les missions d'assistance technique, les voyages d'étude et autres), leur but et leurs objectifs, les pays bénéficiaires, la période couverte et les publications. Il portait également sur les difficultés rencontrées, les questions de durabilité et le plan de travail pour les activités restantes. Malgré les efforts déployés pour inclure le plus grand nombre de pays

---

\* E/ECA/STATCOM/9/2024/1/Rev.1.



possible, il se peut que le présent rapport ne soit pas exhaustif car certains pays n'ont pas répondu au questionnaire.

## **II. Mise en œuvre du Système de comptabilité nationale 2008 et changement de base du produit intérieur brut**

### **A. Situation actuelle**

4. Au cours des deux dernières années, 60 % des bureaux nationaux de statistique africains ayant répondu au questionnaire ont élaboré une stratégie visant à actualiser l'année de base et à moderniser l'établissement des comptes nationaux. Les années de base de nombreux pays datent toutefois de plus de cinq ans. Le Système de comptabilité nationale 2008 a été adopté ou est en cours d'adoption par 95 % des pays du continent.

5. Le Libéria et la Namibie ont accompli des progrès considérables dans l'adoption et la mise en œuvre du SCN 2008. La Namibie compile régulièrement le PIB annuel et trimestriel, avec des tableaux des ressources et des emplois mis à jour et une année de base récente (2015). Le Libéria utilise 2016 comme année de base pour les estimations du PIB et publie des données annuelles et trimestrielles sur le PIB. Le Soudan calcule son PIB en utilisant les approches de la production et des dépenses, mais le PIB est toujours basé sur les prix de 1981/82. La République centrafricaine est passée des étapes initiales en 2022 à l'adoption complète du SCN 2008 en 2024. Au Kenya, l'ajout de l'approche par les dépenses a permis d'équilibrer les estimations du PIB du côté de l'offre avec les estimations du côté de la demande, assurant ainsi la cohérence et améliorant la robustesse des chiffres du PIB. Au Ghana, l'adoption de l'approche par les dépenses permet une analyse complète des activités économiques, compte tenu à la fois de la production de biens et de services et des dépenses nécessaires à leur production. En Afrique du Sud, l'intégration de l'approche par les revenus a facilité la prise en compte des revenus provenant de tous les facteurs de production, ce qui a permis d'obtenir une estimation du PIB plus équilibrée et plus complète.

### **B. Activités**

6. Plusieurs initiatives importantes ont été menées en faveur de la comptabilité nationale en Afrique, l'accent étant mis sur l'intégration des déclarations statistiques, l'économie informelle et le changement de base des comptes nationaux. Les activités ont été organisées par diverses institutions, dont la Banque africaine de développement (BAD), l'Institut de statistique de l'Union africaine, la Commission économique pour l'Afrique (CEA), le Fonds monétaire international (FMI), les centres régionaux d'assistance technique en Afrique et la Banque mondiale.

7. À Dakar, du 22 au 26 janvier 2024, les centres régionaux d'assistance technique pour l'Afrique centrale et l'Afrique de l'Ouest ont organisé un séminaire conjoint sur l'intégration des déclarations statistiques et fiscales dans les comptes nationaux conformément au SCN 2008. Ce séminaire a réuni des participants de divers pays d'Afrique centrale et d'Afrique de l'Ouest, ce qui traduit un effort collectif pour harmoniser les pratiques comptables nationales dans ces sous-régions.

8. Les 29 et 30 juillet 2024, l'Institut de statistique de l'Union africaine a organisé une réunion en ligne sur les comptes nationaux et les statistiques des prix, en mettant l'accent sur l'économie informelle. Les participants venaient de diverses institutions, dont la BAD, l'Observatoire économique et statistique de l'Afrique subsaharienne (AFRISTAT), l'Organisation internationale du

Travail, le FMI et la Banque mondiale, et de divers pays, dont Cabo Verde et le Cameroun.

9. En octobre et novembre 2023, le Centre régional d'assistance technique pour l'Afrique de l'Ouest a effectué des missions de soutien au Bénin, en Côte d'Ivoire et en Guinée-Bissau. Ces missions ont essentiellement consisté à apporter aux bureaux nationaux de statistique une assistance dans la mise en œuvre du SCN 2008 et l'actualisation de leur année de base.

10. Une mission de formation sur la méthodologie de réropolation des comptes nationaux a été effectuée par la Communauté d'Afrique de l'Est à Bujumbura du 4 au 15 décembre 2023. Cette formation était destinée au département des comptes nationaux de l'Institut de la statistique et des études économiques du Burundi et visait à doter le personnel des compétences nécessaires pour appliquer les techniques de réropolation, assurant ainsi la continuité et la comparabilité des données des comptes nationaux dans le temps.

11. En juin 2024, une mission exploratoire de la CEA s'est rendue en Érythrée dans le but de lancer un programme d'appui pour aider le pays à produire des indicateurs de comptabilité nationale. Cette mission visait à élaborer des cadres institutionnels et à renforcer les compétences techniques nécessaires à la production régulière et indépendante des chiffres du PIB et d'autres indicateurs critiques conformément au SCN 2008.

### **III. Actualisation et Système de comptabilité nationale 2025**

#### **A. Situation actuelle**

12. Le Bénin, Cabo Verde, le Cameroun, le Libéria, le Mali, la Mauritanie, la Namibie, la République centrafricaine, la République-Unie de Tanzanie et le Sénégal ont participé à des séminaires en ligne sur la mise à l'essai du SCN 2025, organisés par la CEA et l'Institut de statistique de l'Union africaine. Toutefois, aucun de ces pays n'a fourni de détails sur les activités d'essai spécifiques qu'ils avaient entreprises lors des webinaires.

13. Il n'empêche que de nombreux pays ont exprimé leur intérêt pour l'étude de sujets spécifiques dans le cadre du SCN 2025 :

a) Le Bénin a exprimé son intérêt pour l'amélioration de l'inclusion du secteur informel dans la compilation du PIB ;

b) Le Cameroun a exprimé son intérêt pour le secteur informel, la mondialisation, la numérisation, le bien-être et les comptes environnementaux ;

c) La République centrafricaine a fait part de son intérêt pour le secteur informel ;

d) Le Mali a montré un intérêt particulier pour la mondialisation, la numérisation, le bien-être et la durabilité ;

e) La Mauritanie a exprimé le souhait d'explorer le secteur informel, les activités financières et le commerce numérique ;

f) La Namibie a manifesté son intérêt pour un large éventail de sujets, notamment la comptabilité économique et environnementale, les baux pour l'utilisation ou l'exploitation des ressources naturelles, l'économie informelle et l'élaboration d'un cadre pour un compte satellite sur l'économie numérique ;

g) La République-Unie de Tanzanie a exprimé son intérêt pour la mondialisation, en particulier l'évaluation des importations et des exportations et la nécessité de nouvelles sources de données pour mesurer la production mondiale, ainsi que pour la numérisation, y compris le cadre d'un compte

satellite sur l'économie numérique, ainsi que la production et la consommation de produits numériques par les ménages.

## **B. Activités**

14. En collaboration avec l'Institut de statistique de l'Union africaine et la Division de statistique de l'ONU, la CEA a organisé une série de séminaires en ligne réunissant des comptables africains, des experts du Groupe de travail intersecrétariats sur la comptabilité nationale et d'autres parties prenantes, en vue de préparer les pays aux changements à venir dans le cadre statistique mondial. Une participation active aux concertations sur les questions critiques, les défis et les opportunités liés au programme d'actualisation du SCN a été encouragée. Les webinaires suivants ont été organisés :

a) Le 20 janvier 2023, le premier webinaire de la série a réuni des représentants de bureaux nationaux de statistique, de banques centrales et d'organisations internationales. Il était consacré au bien-être, à l'inclusion et à la durabilité et visait à répondre aux priorités statistiques des pays africains en matière de prise en compte du bien-être et de la durabilité dans le cadre du SCN actualisé ;

b) Le webinaire sur la numérisation au sein du SCN a eu lieu le 9 février 2023 et a porté sur l'examen des moyens de mieux intégrer l'économie numérique dans les comptes nationaux ;

c) Le 23 février 2023, s'est tenu un webinaire sur l'économie informelle, consacré essentiellement à l'élaboration d'un cadre statistique cohérent pour l'économie informelle au sein du SCN actualisé. Les exposés qui y ont été faits portaient sur l'intégration du secteur informel dans le cadre 2008, les défis rencontrés par les pays pour mesurer le secteur et des sujets spécifiques, tels que les activités illégales et les flux transfrontaliers informels ;

d) La mondialisation, un thème majeur de l'actualisation du SCN, a été au centre du webinaire organisé le 16 mars 2023, au cours duquel les participants ont exploré les implications de la mondialisation pour les statistiques macroéconomiques, en particulier pour l'établissement de comptes nationaux cohérents avec les statistiques de la balance des paiements ;

e) La finance islamique a été discutée le 6 avril 2023, lorsque les participants ont examiné le traitement statistique de la finance islamique dans le cadre du SCN et de la sixième édition du Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale ;

f) Le webinaire organisé le 11 mai 2023 était axé sur la communication, les essais et la mise en œuvre rapide du SCN actualisé. Il a mis en lumière l'importance de stratégies de communication efficaces, de protocoles d'essai pour la mise en œuvre rapide et du renforcement des capacités pour soutenir l'adoption réussie des nouvelles lignes directrices du SCN dans divers contextes nationaux ;

g) D'autres webinaires ont eu lieu le 27 juillet et le 31 août 2023, sur le bien-être, le 25 août et le 12 décembre 2023, sur les changements recommandés pour le SCN 2008, et le 6 février 2024, sur l'approche du SCN 2025.

15. Du 23 au 25 avril 2024, la CEA a organisé avec le FMI et l'Institut de statistique de l'Union africaine un séminaire en ligne destiné à promouvoir l'adoption du SCN 2008 et à tester le SCN 2025 ainsi que la septième édition du Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale, en mettant l'accent sur les mises à jour essentielles à effectuer dans les manuels de statistiques économiques. Le webinaire a permis aux parties prenantes internationales de discuter des mises à jour proposées pour le SCN et le Manuel,

reflétant les nouveaux phénomènes économiques, tels que les économies numériques, la mondialisation et les considérations environnementales. Les discussions ont porté sur l'intégration des activités économiques émergentes, l'amélioration de la qualité et de la comparabilité des données, l'incorporation de mesures de durabilité et de bien-être, la mise à jour des classifications sectorielles, le renforcement des capacités et la participation des parties prenantes.

## IV. Comptes nationaux trimestriels

16. L'établissement de comptes nationaux trimestriels est essentiel pour fournir des données économiques fréquentes et actualisées et permettre aux décideurs et aux analystes de suivre de plus près les performances économiques et de réagir plus rapidement aux changements économiques.

### A. Situation actuelle

17. De nombreux pays africains ont réalisé des progrès substantiels dans l'établissement de comptes nationaux trimestriels. Dans le cadre de l'enquête menée par la CEA en 2024, 31 pays ont déclaré avoir établi des comptes nationaux trimestriels à des degrés divers, contre 28 pays en 2022. Les pays qui compilent activement de tels comptes sont les suivants : Afrique du Sud, Algérie, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire, Égypte, Eswatini, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée équatoriale, Kenya, Lesotho, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Nigéria, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Seychelles, Tunisie, Zambie et Zimbabwe.

### B. Activités

18. Les missions d'assistance technique ont été la pierre angulaire du soutien apporté aux pays africains. Par exemple, le Centre régional d'assistance technique pour l'Afrique australe a effectué au Zimbabwe, du 10 au 20 octobre 2023, une mission de comptabilité nationale axée sur les estimations trimestrielles du PIB. Au cours de cette mission, il a été procédé à l'examen des sources de données et des méthodologies utilisées pour produire les estimations du PIB en prix courants et à prix constants pour la période allant du premier trimestre 2019 au deuxième trimestre 2023.

19. En octobre 2014, le Centre régional d'assistance technique pour l'Afrique de l'Ouest a organisé à Bamako un séminaire axé sur les comptes nationaux. Ce séminaire, intitulé "Comptes nationaux et utilisation des agrégats macroéconomiques", a permis d'aborder les changements institutionnels nécessaires à l'établissement des comptes nationaux trimestriels dans les pays de la sous-région. Un séminaire similaire s'est tenu à Abidjan, en Côte d'Ivoire, où l'accent a été mis sur l'importance des agrégats macroéconomiques dans la comptabilité nationale.

20. Le Centre régional d'assistance technique pour l'Afrique de l'Ouest a aidé la Gambie à améliorer la compilation et la diffusion des comptes nationaux et des statistiques des prix, et à élaborer de nouveaux indicateurs macroéconomiques. Avec l'aide du Centre, le Bureau national de statistique de la Gambie a produit et publié pour la première fois des statistiques trimestrielles sur le PIB, complétant ainsi les estimations trimestrielles du PIB pour la période allant de 2013 à 2022. Ces estimations ont été publiées dans le rapport d'avril-mai 2023 du Bureau.

## V. Système de comptabilité économique et environnementale (SCEE)

21. Le SCEE est un cadre internationalement reconnu dans lequel les données économiques et environnementales sont intégrées pour fournir une vue d'ensemble des liens réciproques entre l'économie et l'environnement.

### A. Situation actuelle

22. Une vingtaine de pays africains ont commencé à mettre en œuvre le SCEE, et 3 autres ont entamé des plans de mise en œuvre. L'Algérie, l'Éthiopie, le Gabon, le Ghana, le Kenya, le Mozambique, le Rwanda, le Sénégal et la Sierra Leone ont été à la pointe de ces efforts, soutenus par diverses organisations internationales et régionales.

23. Un exemple de progrès notable en matière de comptabilisation du capital naturel au cours de la période est le lancement par le Gouvernement zambien, le 9 juin 2023, de son premier rapport technique sur la comptabilisation de la faune et des zones protégées pour promouvoir le tourisme basé sur la nature, dans le cadre du programme mondial sur la durabilité de la Banque mondiale. Il s'agit du quatrième compte de ce type élaboré par la Zambie, après les comptes de l'eau, des forêts et des terres.

### B. Activités

24. À Addis-Abeba, en avril 2023, la Banque mondiale et la Division de statistique de l'ONU ont organisé un cours de formation technique en présentiel à l'intention des points focaux, des personnes de contact et des dépositaires des données de la comptabilité du capital naturel. En outre, début 2023, un voyage d'étude auprès du Bureau central de statistique des Pays-Bas a permis à 15 participants d'Éthiopie et du Ghana de se former aux pratiques de comptabilité environnementale et écosystémique. Ce voyage d'étude a été organisé dans le cadre des programmes de comptabilité du capital naturel en Éthiopie et au Ghana, avec le concours du programme mondial sur la durabilité de la Banque mondiale.

25. La CEA et la Communauté de pratique pour la comptabilité du capital naturel en Afrique ont conjointement dispensé une formation pour aider le Gouvernement malawien à mettre en place son comité de pilotage et à élaborer une feuille de route pour la création de comptes du capital naturel. Cette formation en présentiel a eu lieu du 19 au 21 juin 2023 à Lilongwe.

26. Le deuxième Forum de politique générale sur la comptabilité du capital naturel en Afrique s'est tenu à Nairobi les 6 et 7 septembre 2023 sur le thème "Utiliser la comptabilité et l'analyse du capital naturel pour éclairer les politiques en matière de développement, de lutte contre les changements climatiques et de protection de la nature". Il avait pour but de faciliter un débat sur l'application des approches du capital naturel, y compris la comptabilité du capital naturel, et sur les défis et opportunités liés à l'utilisation des données et des outils du capital naturel pour éclairer les politiques dans les pays africains.

27. D'avril à juin 2023, la Division de statistique de l'ONU et l'Institut de statistique des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique ont offert un cours d'apprentissage en ligne sur la comptabilité des écosystèmes, dans le contexte du SCEE. En mai 2023, la Division de statistique a organisé une session de présentation de la plateforme ARIES (Plateforme sur l'intelligence artificielle pour l'environnement et la durabilité) dans le contexte du SCEE, qui a permis de montrer comment cet outil peut servir à créer rapidement des comptes du capital naturel.

28. La CEA a collaboré avec l'Institut de statistique pour l'Asie et le Pacifique pour offrir aux pays africains, du 4 mars au 12 avril 2024, un cours de formation en ligne sur le cadre central du SCEE.

## **VI. Programme de comparaison internationale**

29. Le Programme de comparaison internationale est une initiative statistique mondiale dont la Banque mondiale assure la direction, en partenariat avec diverses organisations régionales et internationales.

### **A. Situation actuelle**

30. Selon des évaluations récentes, plus de 40 pays africains ont participé au cycle 2021 du Programme. Ces pays ont collecté et transmis des données sur divers biens et services, la consommation des ménages, les dépenses publiques et la formation de capital. La collecte des données a nécessité une formation approfondie et des activités de renforcement des capacités, l'objectif étant de garantir le respect des méthodologies et des normes utilisées dans le cadre du Programme.

31. Le renforcement des capacités et l'assistance technique ont joué un rôle essentiel dans la mise en œuvre du Programme en Afrique. En collaboration avec la Banque mondiale et d'autres partenaires internationaux, la BAD a organisé de nombreux ateliers et sessions de formation à l'intention des bureaux nationaux de statistique. Ces activités visaient à améliorer les compétences techniques des statisticiens et à garantir l'application cohérente des méthodologies du Programme.

### **B. Activités**

32. En 2023 et 2024, la BAD et la Banque mondiale ont organisé une série de séminaires en ligne pour dispenser une formation sur les méthodologies et les techniques de collecte de données utilisées dans le cadre du Programme. Ces séminaires étaient axés sur divers aspects du Programme, notamment la collecte des données sur les prix, les procédures de validation et le calcul de la parité de pouvoir d'achat.

33. La Banque mondiale a joué un rôle important dans l'appui aux activités du Programme en Afrique, notamment en fournissant une assistance technique directe pour l'élaboration de statistiques sur les prix en Angola et en Guinée équatoriale et en participant à des webinaires d'examen collégial et à des webinaires sous-régionaux liés à la préparation du cycle 2021 du Programme.

## **VII. Statistiques des prix et nouvelles approches de la collecte des données sur l'indice des prix à la consommation**

34. En collaboration avec des institutions panafricaines, la CEA a réalisé des travaux sur le recours aux entretiens téléphoniques et aux entretiens personnels assistés par ordinateur pour la collecte des données de l'IPC, qui ont révélé que l'utilisation de ces techniques permettait d'obtenir des données quasiment en temps réel et d'améliorer le contrôle de la qualité. Les enseignements tirés ont montré que ces techniques avaient entraîné des changements notables en termes de flexibilité et de comparabilité des données, d'intégration plus facile de la dimension géospatiale dans l'interprétation des données, de gain de temps et de rapport coût-efficacité.



## A. Situation actuelle

35. De nombreux pays africains ont adopté des méthodes modernes de collecte de données pour améliorer leurs statistiques sur les prix, y compris, pendant la pandémie de COVID-19, l'utilisation d'outils numériques et de sources de données nouvelles pour assurer la continuité et l'exactitude de la collecte des données de l'IPC. L'Afrique du Sud, le Ghana, le Kenya et le Nigéria ont été à la pointe de ces efforts, soutenus par des organisations internationales et régionales.

36. Tout au long des années 2022 et 2023, les pays africains ont de plus en plus adopté des techniques améliorées de collecte de données afin d'accroître la précision et la fiabilité de leurs données sur l'IPC. Par exemple, le Kenya a mis en œuvre un programme complet de collecte de données sur les prix auprès des détaillants en ligne, ce qui a permis d'obtenir une vision actualisée et plus détaillée de l'évolution des prix. De même, le Ghana et le Nigéria ont étendu leur utilisation des données scannées des supermarchés, ce qui facilite le suivi en temps réel des prix à la consommation.

## B. Activités

37. Des ateliers et des stages de formation régionaux ont été organisés dans le but d'améliorer les compétences techniques et de promouvoir les meilleures pratiques concernant les méthodes modernes de collecte des données de l'IPC. Ils ont permis un échange de connaissances et une collaboration entre les bureaux nationaux de statistique.

38. En 2022 et 2023, le Centre africain pour la statistique de la CEA a aidé 11 pays africains - le Burkina Faso, le Cameroun, les Comores, l'Érythrée, le Ghana, le Lesotho, Maurice, le Nigéria, la République-Unie de Tanzanie, les Seychelles et le Soudan du Sud - à renforcer leurs capacités en ce qui concerne les méthodologies des entretiens téléphoniques et des entretiens personnels assistés par ordinateur. Outre les sessions de formation en ligne proposées à tous les pays participants, des activités pilotes de collecte de données ont été menées au Lesotho, à Maurice, au Nigéria et en République-Unie de Tanzanie.

39. Après un exercice pilote mené avec succès en décembre 2022 dans l'État d'Oyo, au Nigéria, le Bureau national de statistique du pays a soumis à la CEA une demande formelle d'assistance technique en vue de la numérisation complète de la collecte des données de l'IPC dans tous les points de vente et marchés échantillonnés au Nigéria. L'assistance technique a été fournie en 2023 sous la forme de séminaires de formation en ligne et de trois missions en personne.

40. La Banque mondiale a apporté une contribution majeure à l'adoption de méthodes modernes de collecte des données de l'IPC. Elle a fourni une assistance technique directe au Lesotho et à la République-Unie de Tanzanie, les aidant à utiliser des entretiens téléphoniques et des entretiens personnels assistés par ordinateur pour la collecte des données de l'IPC et à intégrer ces méthodes dans leur système statistique national.

41. Pour réaliser des progrès dans le domaine des statistiques sur les prix en Afrique, il faut renforcer la capacité statistique, améliorer la qualité et la couverture des données, promouvoir la cohérence méthodologique, tirer parti de la technologie et favoriser la collaboration régionale.



## VIII. Établissement de tableaux des ressources et des emplois et de statistiques sur le commerce en valeur ajoutée

42. Les bases de données sur le commerce en valeur ajoutée sont reconnues comme étant des outils qui permettent de mieux comprendre la nature de l'économie mondiale. Elles fournissent des informations statistiques sur le commerce et la production au sein des chaînes de valeur mondiales en désagrégeant les flux commerciaux bruts par pays et par secteur et en identifiant les origines de la valeur ajoutée.

43. Les opérations de calcul des indicateurs du commerce en valeur ajoutée reposent sur l'existence de tableaux d'entrées-sorties inter-pays, eux-mêmes issus de la combinaison des tableaux nationaux des ressources et des emplois et des données du commerce bilatéral, harmonisés avec les statistiques de la comptabilité nationale.

44. Fin 2022, la CEA a lancé l'élaboration d'un tableau d'entrées-sorties continental africain afin de renforcer les capacités de production d'indicateurs du commerce en valeur ajoutée et des chaînes de valeur mondiales pour les pays africains.

### A. Situation actuelle

45. Des progrès notables ont été observés dans plusieurs pays en ce qui concerne l'élaboration, la mise à jour et la disponibilité des tableaux des ressources et des emplois. Environ 92 % des pays ont déclaré disposer d'au moins un tableau de ce type. Si les pays membres d'AFRISTAT actualisent leurs tableaux des ressources et des emplois chaque année, la plupart des autres pays le font tous les deux ou cinq ans.

46. En 2023, cinq pays africains - le Cameroun, la Côte d'Ivoire, l'Égypte, le Nigéria et le Sénégal - ont été ajoutés à la base de données sur les tableaux d'entrées-sorties inter-pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), ce qui porte à huit le nombre de pays africains inclus dans cette base de données internationalement reconnue (l'Afrique du Sud, le Maroc et la Tunisie avaient été antérieurement ajoutés).

### B. Activités

47. Le deuxième atelier régional sur le développement des capacités statistiques en Afrique pour l'intégration dans les bases de données sur le commerce en valeur ajoutée, organisé conjointement par la CEA, l'OCDE et l'Organisation mondiale du commerce (OMC), s'est tenu à Addis-Abeba, du 5 au 8 juin 2023. L'objectif de cet atelier était de célébrer l'achèvement du projet conjoint des trois organisations sur les tableaux des ressources et des emplois et le commerce en valeur ajoutée pour les cinq pays pilotes africains - Cameroun, Côte d'Ivoire, Égypte, Nigéria et Sénégal - et de promouvoir l'intégration des pays africains dans les opérations de collecte d'indicateurs régionaux et mondiaux sur le commerce en valeur ajoutée.

48. La CEA a organisé, du 16 au 19 octobre 2023 à Addis-Abeba, le premier séminaire régional consacré à l'initiative sur le tableau continental africain des entrées-sorties et les indicateurs du commerce en valeur ajoutée. Cette initiative vise à développer une base de données régionale pour la production d'indicateurs du commerce en valeur ajoutée et l'analyse de la chaîne de valeur mondiale et régionale. L'objectif du séminaire était triple : renforcer les relations avec les États inclus dans le modèle de l'initiative et développer leur capacité à améliorer la qualité et la disponibilité des intrants requis ; mettre au

point des solutions régionales aux défis du moment ; et définir une stratégie à long terme pour l'amélioration du modèle.

49. L'un des principaux aspects de l'initiative est la combinaison et l'harmonisation dans le même cadre de trois domaines statistiques : les comptes nationaux ; les tableaux des ressources et des emplois ; et les statistiques sur les échanges de biens et de services. Dans cette optique, la CEA a effectué en 2023 des missions dans certains États afin de renforcer les capacités statistiques dans ces trois domaines et d'accroître les capacités d'analyse de la nature et de la position de leur économie, ainsi que de la contribution de celle-ci au commerce mondial. Ce travail devrait aboutir à des politiques commerciales plus judicieuses et, de ce fait, à de plus grandes possibilités de tirer parti de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) grâce à l'optimisation des politiques industrielles et commerciales, elle-même rendue possible par l'analyse du commerce en valeur ajoutée.

50. Dans le cadre de l'initiative et compte tenu du souhait des services statistiques du Ghana de tester l'intégration dans l'initiative, la CEA a effectué une mission à Accra du 27 au 30 novembre 2023 et a organisé un atelier de quatre jours à l'intention des représentants des institutions chargées de la collecte des données sur le commerce en valeur ajoutée. Elle a ensuite été invitée par l'Institut national de la statistique et de la démographie du Bénin à effectuer une mission similaire dans ce pays du 5 au 9 décembre 2023. Plusieurs membres du système statistique national ont participé aux réunions organisées au cours de la mission.

51. Une troisième mission a été effectuée à Nairobi du 11 au 14 décembre 2023 et a permis de rencontrer les principaux fournisseurs et utilisateurs de données au Kenya, notamment des représentants du Bureau national de statistique, de la Banque centrale, de l'Institut de recherche et d'analyse des politiques publiques, de l'Administration fiscale, de l'Autorité des zones franches d'exportation et du Département d'État au commerce.

52. Du 1<sup>er</sup> au 5 juillet 2024, le Centre africain pour la statistique de la CEA s'est associé à d'autres organisations internationales, dont la BAD, l'OCDE et l'OMC, pour dispenser un cours thématique sur les statistiques du commerce en valeur ajoutée et les chaînes de valeur mondiales. Ce cours, qui s'est tenu à Genève au siège de l'OMC, a été l'occasion pour le Centre de présenter l'initiative du tableau continental africain des entrées-sorties à un public de statisticiens, d'analystes commerciaux et de décideurs de 25 pays en développement, dont 8 d'Afrique.

## **IX. Conclusions, prochaines étapes et questions à examiner**

### **A. Conclusions**

53. Au cours de la période considérée, des progrès importants ont été accomplis dans la mise en œuvre du SCN 2008 et le développement des statistiques économiques connexes. Plus de 75 % des pays du continent ont adopté le SCN 2008, et la plupart des pays restants s'engageront dans la transition en 2024. Quant aux autres, il faut leur apporter un soutien technique supplémentaire, de sorte que tous les États membres soient à jour avec le SCN 2008.

54. Environ 85 % des pays ont produit au moins un tableau des ressources et des emplois, dont 93 % se rapportent à 2014 ou plus tard et 40 % à 2019 ou plus tard. Environ 66 % des États ont produit des comptes trimestriels du PIB. Plusieurs pays en sont maintenant au stade de l'utilisation des tableaux des ressources et des emplois pour la production d'indicateurs du commerce en

valeur ajoutée et pour l'inclusion de ces éléments dans la base de données mondiale sur le commerce en valeur ajoutée.

55. Environ 40 % des pays ont établi des comptes environnementaux et économiques en utilisant la méthodologie du SCEE, bien que beaucoup d'entre eux se heurtent encore à des difficultés dans la collecte et la compilation des données.

## **B. Prochaines étapes**

56. Pour permettre à tous les pays de passer pleinement au SCN 2008, un soutien technique supplémentaire est essentiel, en particulier pour ceux qui ont du mal à mobiliser les ressources nécessaires aux enquêtes de référence fondamentales qui sont essentielles au changement de base du PIB. Compte tenu des efforts en cours pour actualiser la méthodologie du SCN 2008, les pays doivent atteindre ce niveau de référence.

57. La BAD continuera à appuyer le changement de base des comptes nationaux au niveau des pays (Burundi, Égypte, République-Unie de Tanzanie, Sao Tomé-et-Principe et Tchad) et la mise en application du logiciel ERETES<sup>1</sup>.

58. En outre, elle mettra en œuvre des projets de renforcement des capacités statistiques dans au moins trois pays en phase de transition, en se concentrant sur la production et la diffusion des séries de l'IPC et du PIB.

59. Dans le cadre du deuxième programme statistique panafricain, l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) de France aidera les pays qui ne sont pas encore complètement passés au SCN 2008 à effectuer un changement de base du PIB, en se concentrant sur les prévisions rétrospectives, les bilans, les comptes financiers, les comptes satellites, y compris les comptes environnementaux, les comptes régionaux et la mise en application du logiciel ERETES dans les nouveaux pays.

60. La CEA continuera de contribuer aux initiatives du Réseau de statisticiens économistes de l'ONU visant à voir plus loin que le PIB, d'appuyer le programme mondial d'actualisation du SCN, d'organiser des séminaires de formation et de fournir une assistance technique. Elle soutiendra également la Communauté de pratique de la comptabilisation du capital naturel en Afrique, contribuera à l'actualisation et à l'analyse des statistiques sur les prix, et aidera les pays à adopter différentes méthodes et techniques de collecte des données.

61. La CEA poursuivra ses efforts en vue d'utiliser l'intelligence artificielle, notamment comme outil didactique, pour assurer une formation personnalisée et de qualité au SCN et au SCEE. En outre, elle continue d'expérimenter l'intelligence artificielle pour faciliter d'autres processus de nature à améliorer la qualité des comptes nationaux.

## **C. Questions à examiner**

62. La Commission de statistique est invitée à exprimer son point de vue sur les initiatives spécifiques nécessaires pour aider les pays restants à passer au SCN 2008, en prélude à la prochaine actualisation, et sur les sujets suivants :

a) Participation des pays africains aux essais et à la mise en œuvre expérimentale de l'actualisation du SCN 2008 à l'échelle mondiale ;

b) Participation des pays africains aux essais et à la mise en œuvre expérimentale de l'actualisation des autres cadres liés au SCN, notamment le

---

<sup>1</sup> ERETES est un logiciel mis au point par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) de France pour les comptes nationaux.

Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale et le SCEE;

c) Application des tableaux des ressources et des emplois et des indicateurs du commerce en valeur ajoutée, compilation et analyse des chaînes de valeur régionales et soutien à la ZLECAf ;

d) Élaboration, par les systèmes statistiques africains, de cadres de suivi de l'état de préparation à l'intelligence artificielle et adaptation des lois, des règlements et des cadres institutionnels en réponse à l'avènement de l'intelligence artificielle ;

e) Utilisation de l'apprentissage automatique et d'autres approches d'intelligence artificielle dans la production, la diffusion et les activités de renforcement des capacités liées au SCN, au SCEE et aux cadres y afférents.

## Annexe

## État du Système de comptabilité nationale et du Système de comptabilité économique et environnementale dans les pays africains

Pays	Système de comptabilité nationale		Tableaux des ressources et des emplois		Système de comptabilité économique et environnementale		
	Version utilisée	Année de base du produit intérieur brut réel	Disponibilité	Fréquence des mises à jour	Disponibilité du produit intérieur brut trimestriel	Compte établi	Plan pour l'avenir
Afrique du Sud*	2008	2010	Disponible	Annuelle	Oui (approche non spécifiée)	Énergie, eau, forêts, pêche et écosystèmes	..
Algérie	2008	Prix de l'année précédente	Disponible	Annuelle	Production et dépenses	Énergie	Oui
Angola*	1993	2002	Disponible	Annuelle	Oui (approche non spécifiée)	Aucun	Oui
Bénin	2008	2015	Disponible	Annuelle	Production uniquement	Aucun	Oui
Botswana*	2008	2016	Disponible	Plus de cinq ans	Oui (approche non spécifiée)	Énergie, eau, ressources minérales	Non
Burkina Faso*	2008	2015	Disponible	Annuelle	Oui (approche non spécifiée)	..	..
Burundi	2008	Prix de l'année précédente	Disponible	Annuelle	Production uniquement	..	..
Cabo Verde	2008	Prix de l'année précédente	Disponible	Annuelle	Production et dépenses	Aucun	Non
Cameroun	2008	Prix de l'année précédente	Disponible	Annuelle	Production uniquement	Énergie	Oui
Comores	1993	Prix de l'année précédente	Disponible	Biennale	Aucun	Aucun	Non
Congo*	1993	2016	Disponible	Annuelle	Aucun	Aucun	Non
Côte d'Ivoire	2008	Prix de l'année précédente	Disponible	Annuelle	Production uniquement	Aucun	Non
Djibouti	2008	2013	Disponible	Annuelle	..	..	..
Égypte	2008	2021/2022	Disponible	Biennale	Dépenses uniquement	Eau, émissions atmosphériques et déchets solides	Oui
Erythrée*	1993	2006	Non disponible	..	Aucun	..	..
Eswatini	2008	2011	Disponible	Plus de cinq ans	Production uniquement	Aucun	Non
Éthiopie*	2008	2015	Disponible	Plus de cinq ans	Aucun	Oui (approche non spécifiée)	..

Pays	Système de comptabilité nationale		Tableaux des ressources et des emplois			Système de comptabilité économique et environnementale	
	Version utilisée	Année de base du produit intérieur brut réel	Disponibilité	Fréquence des mises à jour	Disponibilité du produit intérieur brut trimestriel	Compte établi	Plan pour l'avenir
Gabon*	2008	2019	Disponible	Annuelle	Aucun	Énergie, eau, forêts et pêches	..
Gambie*	2008	2013	Non disponible	..	Aucun	Aucun	Non
Ghana*	2008	2013	Disponible	Plus de cinq ans	Oui (approche non spécifiée)	Énergie	..
Guinée	1993	Prix de l'année précédente	Disponible	Annuelle	Production uniquement	Aucun	Non
Guinée-Bissau	2008	2015	Disponible	Biennale	Aucun	Aucun	Non
Guinée équatoriale	1993	2006	Disponible	Annuelle	Oui (approche non spécifiée)	Aucun	Non
Kenya*	2008	2016	Disponible	Plus de cinq ans		Énergie et eau	..
Lesotho*	2008	2012	Non disponible	..	Oui (approche non spécifiée)	Aucun	Non
Libéria	2008	2016	Disponible	Plus de cinq ans	Aucun	Aucun	Non
Libye*	1993	2013	Non disponible	..	Aucun	Aucun	Non
Madagascar*	1993	2007	Disponible	Plus de cinq ans	Oui (approche non spécifiée)	..	..
Malawi*	2008	2017	Disponible	Plus de cinq ans		Aucun	Non
Mali	2008	Année précédente	Disponible	Annuelle	Production uniquement	Aucun	Non
Maroc*	2008	2007	Disponible	Plus de cinq ans	Oui (approche non spécifiée)	Forêts et eau	..
Maurice	2008	Prix de l'année précédente	Disponible	Plus de cinq ans	Production uniquement	Eau	..
Mauritanie	2008	Prix de l'année précédente	Disponible	Annuelle	Production uniquement	Aucun	Non
Mozambique*	2008	2014	Disponible	Plus de cinq ans	Oui (approche non spécifiée)	Forêts et pêche	..
Namibie	2008	2015	Disponible	Plus de cinq ans	Production uniquement	Eau et biodiversité	Oui
Niger	2008	Prix de l'année précédente	Disponible	Annuelle	Aucun	Aucun	Non
Nigéria*	2008	2010	Disponible	Plus de cinq ans	Oui (approche non spécifiée)	Énergie	..
Ouganda*	2008	2010	Disponible	Plus de cinq ans	Oui (approche non spécifiée)	Eau, terres et biodiversité	..
République centrafricaine	2008	Prix de l'année précédente	Disponible	Annuelle	Aucun	Aucun	Non

Pays	Système de comptabilité nationale		Tableaux des ressources et des emplois		Système de comptabilité économique et environnementale		
	Version utilisée	Année de base du produit intérieur brut réel	Disponibilité	Fréquence des mises à jour	Disponibilité du produit intérieur brut trimestriel	Compte établi	Plan pour l'avenir
République démocratique du Congo*	1993	2005	Disponible	Annuelle	Aucun	Aucun	Non
République-Unie de Tanzanie	2008	2015	Disponible	Plus de cinq ans	Production uniquement	Aucun	Non
Rwanda*	2008	2011	Disponible	Plus de cinq ans	Oui (approche non spécifiée)	Terres, eau, ressources minérales et écosystèmes	..
Sao Tomé-et-Principe*	2008	2015	Disponible	Annuelle	Oui (approche non spécifiée)	Aucun	Non
Sénégal	2008	Prix de l'année précédente	Disponible	Annuelle	Production uniquement	Occupation des terres	Oui
Seychelles*	2008	2014	Disponible	Plus de cinq ans	Oui (approche non spécifiée)	Actifs monétaires	..
Sierra Leone*	1993	2006	Non disponible	..	Aucun	Oui (approche non spécifiée)	..
Somalie*	2008	2017	Non disponible	..	Aucun	Aucun	Non
Soudan	1968	1981/82	Non disponible	..	Aucun	Aucun	Non
Soudan du Sud	2008	2009	Non disponible	..	Aucun	Aucun	Non
Tchad	2008	2017	Disponible	Annuelle	Aucun	Aucun	Non
Togo*	2008	2016	Disponible	Annuelle	Aucun	..	..
Tunisie*	1993	2010	Disponible	Annuelle	Oui (approche non spécifiée)	Dépenses liées à l'eau et à l'environnement	..
Zambie*	2008	2010	Disponible	Plus de cinq ans	Oui (approche non spécifiée)	Eau, terres et forêts	..
Zimbabwe	2008	2019	Disponible	Plus de cinq ans	Production uniquement	Aucun	Oui

Source: enquête de la CEA, mai-juin 2024.

Symboles : Pas de données

\* Sur la base d'un questionnaire envoyé par la Commission économique pour l'Afrique en 2022 et de recherches sur les sites web nationaux.